Le Journal des décideurs

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0650/07/09/22/HAAC - N°346 du Jeudi le 02 Mai 2024 Prix: 500 Fcfa

Site web: www.leconomistedutogo.tg

Groupe Ecobank

• (Pages 3)

Un chiffre d'affaires net de 2,1 milliards USD en 2023

Afrique sub-saharienne

• (Page 04)

Les perspectives économiques régionales 2024 présentées à la BRVM

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Informatique

Le Royaume-Uni interdit les mots de passe trop faciles

Dès ce lundi, les fabricants d'appareils connectés doivent mettre en place des protections contre les cyberattaques. Pour se souvenir de leur mot de passe sur tel ... • (Page 08)

BOAD

Ndèye Bineta Delphine NDIAYE nommée Directrice de la Communication

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a le plaisir d'annoncer la nomination de Madame ... • (Page 08)

Togo

L'UA et la CEDEAO saluent le bon déroulement des élections

Le Président de la République du Togo, Faure Essozimna Gnassingbé, a eu l'honneur de recevoir à Lomé, le 30 ... • (Page 02)

UEMOA

9ème édition de la revue annuelle des reformes dans les Etats membres

La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) passe en revue avec les Gouvernements des Etats membres, ... • (Pages 05)

Financement du commerce

Afreximbank obtient 250 millions $ de l'ITFC

Alors que l'Afrique court contre la montre pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) d'ici ... • (Page 06)

Sécurité des élections

La FOSELR a assuré la couverture de tous les centre de vote

La Force Sécurité Elections Législatives et Régionales (FOSELR) a assuré la couverture de tous les centre de vote en y déployant ses éléments. Dans ... • (Page 11)

Togo

L'UA et la CEDEAO saluent le bon déroulement des élections

Le Président de la République du Togo, Faure Essozimna Gnassingbé, a eu l'honneur de recevoir à Lomé, le 30 avril 2024, les délégations de la Mission d'observation électorale de l'Union africaine (MOE UA) et de la Mission d'observation électorale de la CEDEAO. Ces rencontres font suite au déroulement des élections législatives et régionales qui ont eu lieu dans le pays hier, le 29 avril 2024.

La délégation de l'Union africaine, dirigée par l'Ambassadeur Calixte Aristide Mbari, a exprimé sa satisfaction quant au processus électoral, saluant notamment son caractère inclusif et transparent. L'Ambassadeur Mbari a souligné l'importance de ces élections pour le renforcement de la démocratie, de la paix et de la stabilité au Togo. Il a également noté la participation accrue des femmes et a encouragé le pays à poursuivre ses efforts pour assurer leur représentativité au sein des institutions politiques. De même, la Mission d'observation électorale de la CEDEAO a partagé ses conclusions avec le Président Gnassingbé, saluant le déroulement fluide et transparent du processus électoral. Madame Fatoumata Jallow-Tambajang, cheffe de délégation, a souligné l'importance de l'environnement paisible et stable créé par le gouvernement togolais pour la tenue de ces élections démocratiques. Elle a également félicité le Président Gnassingbé pour son engagement en faveur de la démocratie et de la transparence. La Mission d'observation électorale de la CEDEAO a déployé une équipe de 41 personnes dans les cinq régions du Togo pour s'assurer que les élections législatives et régionales se déroulent conformément aux principes de l'organisation sous-régionale, comme prévu dans le Protocole additionnel. Le Président Gnassingbé a exprimé sa gratitude envers les délégations de l'UA et de la CEDEAO pour leur engagement en faveur de la démocratie et de la paix en Afrique. Il a réaffirmé l'engagement du gouvernement togolais à respecter les normes démocratiques et à travailler en étroite collaboration avec les organisations régionales et continentales pour renforcer les institutions démocratiques au Togo.

Nicole Esso

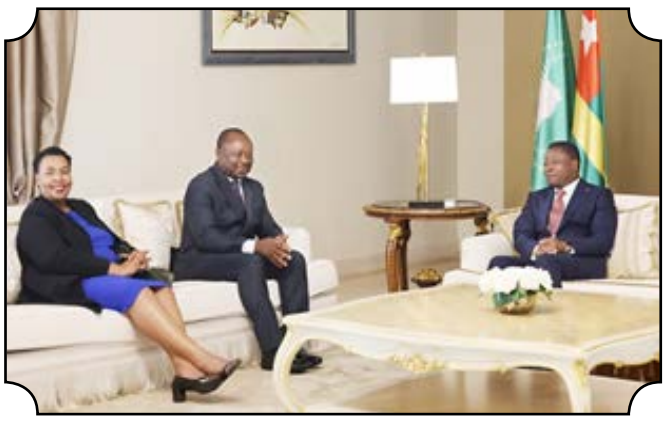


Image du jour

AUX DÉCIDEURS ...

Financement du développement

Le financement du développement est le ciment invisible qui relie les financements publics et privés pour des projets ayant des résultats sociaux, économiques et environnementaux. Il s'agit notamment de l'amélioration des infrastructures, d'une meilleure gestion des déchets et d'un meilleur assainissement, de l'inclusion financière, de l'énergie propre et de l'agriculture durable.

L'objectif du financement du développement est de créer des résultats sociaux, économiques ou environnementaux positifs grâce aux investissements réalisés par des institutions financières telles que les banques, les compagnies d'assurance et les fonds de pension, en plus des contributions apportées par les institutions de financement du développement, les partenaires multilatéraux et les ONG.

Ces investissements génèrent généralement des retombées sur les programmes de développement des pays africains. La contribution des ONG telles que les organisations philanthropiques et de la société civile peut ne pas être financière. Leurs contributions proviennent du plaidoyer, de l'activisme, de l'engagement communautaire, de la recherche ou des services sociaux. Les experts en financement du développement Latif Alhassan et Bomikazi Zeka expliquent comment cela fonctionne.

Le financement du développement répond aux défaillances ou aux limites des institutions financières traditionnelles telles que les banques. Pour ce faire, il alloue des ressources aux besoins sociaux tels que l'éducation, la santé, les infrastructures et l'énergie.

L'essence du financement du développement est de mobiliser des ressources financières et non financières grâce à un partenariat entre les bailleurs de fonds et les parties prenantes du développement. L'objectif est d'obtenir des résultats de développement qui n'auraient pas été possibles sans leur intervention ou leur contribution.

Le financement du développement peut également attirer des fonds supplémentaires auprès d'entités privées pour financer des projets ayant des résultats socialement et écologiquement souhaitables. Les institutions financières traditionnelles telles que les banques ne sont pas incitées à le faire. Mais un réseau de bailleurs de fonds et de parties prenantes du développement peut aider à collecter des fonds. Elle peut également s'appuyer sur différents types d'expertises.

La finance d'entreprise met l'accent sur les principes de risque et de rendement. Le financement de toute activité économique dépend en grande partie du degré de risque de l'activité et de sa capacité à générer des revenus. Les institutions telles que les banques, les gestionnaires d'actifs et les compagnies d'assurance prennent leurs décisions d'investissement sur la base du rapport risque/rendement. Cela rend plus difficile le financement de projets et d'activités ayant des résultats en matière de développement durable, car les risques sont souvent élevés. Et les flux de revenus ne sont pas toujours assurés. Un exemple serait de fournir des financements aux petites entreprises.

Le financement du développement prend en compte d'autres facteurs que le risque et le rendement. L'impact social en est peut-être un. Parce qu'il applique une perspective plus large, d'autres acteurs clés sont davantage impliqués.

Les institutions de financement du développement ont pour objectif de promouvoir le développement durable. Des instruments tels que le capital-risque et le capital patient reconnaissent que les petites entreprises sont confrontées à des problèmes de financement et de trésorerie. Ils permettent une plus grande flexibilité dans les modalités de prêt.

En Afrique, les projets de développement sont traditionnellement financés par les gouvernements nationaux au moyen d'allocations budgétaires annuelles. Dans certains cas, des banques nationales de développement ont été créées.

D'énormes engagements financiers sont nécessaires pour que les pays du continent puissent atteindre les objectifs de développement qu'ils se sont fixés. Par exemple, l'Union africaine prévoit de transformer l'Afrique en une puissance mondiale d'ici 2063. De son côté, les Nations Unies ont un programme pour que tous les pays mettent en œuvre un plan de développement durable d'ici 2030.

Les besoins de financement annuels estimés pour réaliser ces plans sont de 200 millions de dollars américains. Le déficit de financement pour le contexte africain jusqu'en 2030 s'élève à 1 600 milliards de dollars américains.

Pour y parvenir, une collaboration avec les bailleurs de fonds et les parties prenantes du développement est nécessaire.

Midas Tigossou

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km²	21,7 km²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
AMD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Groupe Ecobank

Un chiffre d'affaires net de 2,1 milliards USD en 2023

Le Groupe Ecobank, le Groupe panafricain de services financiers, a annoncé à Lomé, le 30 avril 2024, ses résultats audités pour le compte de l'année 2023.

• Joël Yanclo

Dans un environnement opérationnel difficile, Ecobank a généré en 2023 un rendement des capitaux propres tangibles de 24,9 % et a augmenté son bénéfice avant impôts de 8 % ou 34 %, à taux de change constant, à 581 millions de dollars. Le chiffre d'affaires net a dépassé la barre des 2,0 milliards de dollars pour la première fois depuis 2015, augmentant de 11 % ou 31 % à taux de change constant pour atteindre 2,1 milliards de dollars. Cette performance témoigne des premiers succès de sa stratégie de croissance, de transformation et de rendement (GTR) sur 5 ans. « Nos résultats encourageants reflètent un engagement renouvelé à donner la priorité à nos clients et le travail que nous avons entamé en matière de diversification des revenus, de croissance et de mobilisation des dépôts à faible coût. Par exemple, nos activités de services bancaires aux particuliers et aux entreprises ont augmenté leur part des revenus et des bénéfices à l'échelle du groupe. En outre, nous avons poursuivi notre approche proactive en matière de gestion disciplinée des coûts, visant à éliminer les coûts improductifs et inutiles et à rediriger les économies vers des investissements dans le marketing et l'image de marque, les capacités de vente et la technologie qui devraient générer des rendements à l'avenir », a déclaré Jeremy Awori, Directeur Général du Groupe Ecobank, dans un communiqué de presse.

La stratégie GTR finalisée

Ecobank a finalisé stratégie GTR le groupe bancaire panafricain a pris les mesures nécessaires afin de gagner avec ses clients. En janvier, il a été dévoilé la nouvelle campagne de marque, « A BETTER WAY| UNE MEILLEURE AFRIQUE », lors de la Coupe d'Afrique des Nations de la CAF TotalEnergies en Côte d'Ivoire 2023, dont Ecobank était l'un des principaux sponsors. La campagne a souligné son engagement à donner à aux clients les moyens d'agir et a mis en valeur son réseau numérique et sa connectivité à l'échelle du continent pour les aider à atteindre leurs objectifs financiers. « De plus, pour nous mettre sur la voie du succès, nous avons apporté des changements à notre structure et à notre équipe de direction afin de nous rendre plus efficaces. Martin Miruka nous a rejoints en tant que Group Executive Transformation, Enablement and Customer Experience, un poste nouvellement créé pour aider à répondre aux impératifs stratégiques de GTR. Anup Suri s'est joint à nous en tant que directeur de groupe pour nos activités de services bancaires aux particuliers et aux entreprises, nouvellement combinées. Abena Osei-Poku nous a rejoints en tant que Directrice Générale d'Ecobank Ghana et Directrice Régionale de l'Afrique de l'Ouest anglophone, en remplacement de Daniel Sackey à son départ à la retraite. Michael Larbie nous a rejoint en tant que Group Executive Corporate and Investment Banking, en remplacement d'Eric Odhiambo, qui a pris sa retraite à la fin du mois d'avril. Thierry Mbimi nous a rejoint en tant que GE Internal Audit and Management Services, en remplacement de Moustapha Fall, parti fin 2022. Ces recrutements sont essentiels pour notre avenir et viendront compléter les talents d'Ecobank. Ils apportent tous une riche expérience mondiale et africaine dans le secteur des services financiers » a ajouté M. Awori. Qui tient « à remercier le Conseil d'administration pour ses conseils et son soutien, ainsi que tous les écobanquiers pour leur dévouement envers nos clients et notre objectif panafricain. Nous sommes confiants dans les mesures que nous prenons dans le cadre de notre stratégie GTR pour gagner auprès de nos clients et offrir les rendements que nos actionnaires attendent de nous. »

À propos du Groupe Ecobank

Le Groupe Ecobank est le premier groupe privé panafricain de services financiers doté d'une expertise africaine inégalée. Présente dans 35 pays d'Afrique subsaharienne, ainsi qu'en France, au Royaume-Uni, aux Émirats arabes unis et en Chine, sa plateforme panafricaine unique offre une passerelle unique pour les paiements, la gestion de trésorerie, le commerce et l'investissement. Le Groupe emploie plus de 15 000 personnes et propose à plus de 32 millions de clients des produits, services et solutions de banque grand public, commerciale, de financement et d'investissement ainsi que des paiements sur de multiples canaux, y compris le numérique.

Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Afrique sub-saharienne

Les perspectives économiques régionales 2024 présentées à la BRVM

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a été honorée d'accueillir pour la première fois à son siège à Abidjan, une délégation du Fonds Monétaire International (FMI) dans le cadre de la présentation de son rapport sur les perspectives économiques régionales 2024 pour l'Afrique sub-saharienne.

Cette présentation qui s'est tenue ce mardi 30 avril 2024, a été l'occasion pour Monsieur Eyraud Luc, Directeur des études régionales de l'institution financière de présenter les points d'attention de ce rapport à l'Ecosystème du Marché Financier Régional de l'UEMIOA. Il s'est agi notamment, des bonnes nouvelles (Reprise économique , Résorption des déséquilibres macroéconomiques, Réouverture des marchés internationaux), des défis persistants (Poursuite de la pénurie de financement, Faible croissance du PIB par habitant, Chocs en cascade) et des priorités pour l'action publique (Consolidation des finances publiques sans compromettre le développement, Réaction de la politique monétaire face au recul de l'inflation, Réformes structurelles pour la diversification). Cette présentation a été suivie par un panel d'échanges entre le Directeur Général de la BRVM, Dr Félix Edoh Kossi AMENOUNVE, Monsieur Eyraud, Luc, Directeur des études régionales au FMI et Madame Aminata Touré, représentante résidente du FMI en Côte d'Ivoire. Au cours de ces échanges plusieurs points été abordés par les panélistes notamment, les points clés de ce rapport, les perspectives régionales au contexte de la Côte d'Ivoire, l'impact de la pénurie de financement dans la région, les recommandations du FMI et l'assurance envers les investisseurs pour les années à venir.

Togo

La mission de la CEN-SAD apprécie les élections législatives et régionales

Les élections législatives et régionales du 29 avril 2024 au Togo ont été scrutées de près par les observateurs de la communauté des États Sahélo-Sahariens (CEN-SAD). Le mardi 30 avril 2024, suite à un point de presse, un résumé des observations et des avis émis par la mission d'observation de la CEN-SAD a été fait à Lomé.

• Hélène Martelot

Les équipes d'observateurs de la CEN-SAD ont été déployées sur le terrain dès 6 heures du matin et le constat est que la majorité des bureaux de vote ont ouvert à l'heure prévue. Les observateurs ont noté une qualité satisfaisante des matériels électoraux et ont salué la disposition des urnes et des isoloirs dans les bureaux de vote, garantissant ainsi la transparence et la discrétion des élections. L'équipe affirme que les agents électoraux étaient bien formés et maîtrisaient les opérations de vote et la présence des forces de sécurité des élections législatives et régionales (FOSELR) a été effective et discrète avec leur professionnalisme. « Les agents des bureaux de vote se sont montrés disponibles pour répondre aux questions des observateurs. Une bonne ambiance régnait dans les centres de vote. Les observateurs ont noté une présence des délégués des partis politiques, bien que plus ou moins effective », a noté Youssouf Sangaré, le chef de mission. Outre ses avancés, le chef mission relève quelques points à améliorer. Il s'agit des observateurs internationaux qui étaient peu présents dans certaines circonscriptions électorales, des contestations relevées concernant la détermination des bulletins nuls et la présence de certaines files d'attente d'électeurs encore présentes à la clôture du scrutin. Malgré ces défis, la mission d'observation de la CEN-SAD estime que les insuffisances relevées ne sont pas de nature à entacher la transparence et la régularité du double scrutin du 29 avril 2024. Elle considère que ces élections doivent être reconnues comme libres, équitables et transparentes. La CEN-SAD a exprimé sa gratitude envers la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), les hautes autorités de la République et le peuple togolais pour leur accueil, qui ont permis à la délégation d'assurer pleinement sa mission d'observation.

Fonds Tinga

Plus de 20 000 branchements effectués en 2023

Au Togo, 20 971 branchements ont été réalisés à fin 2023, dans le cadre du déploiement du fonds Tinga, une initiative opérationnelle depuis avril 2022.

Ce chiffre communiqué par le ministère de l'économie et des finances à travers le "Rapport de mise en œuvre des réformes au titre de l'année 2023", correspond à 52,42% de taux de réalisation, comparé aux prévisions initiales qui tablaient sur 40.000 branchements. Ces connexions électriques, d'après le ministère chargé de l'énergie, ont été effectuées principalement dans les régions des Savanes, de la Kara et des Plateaux. Récemment, la ministre déléguée chargée de l'énergie et des mines, Mila Aziablé, a indiqué que ces ouvrages avaient contribué à la progression du taux d'électrification dans les zones bénéficiaires. Précisément, le taux d'électrification est passé de 22% à 33% entre 2022 et 2023 dans la région des Savanes. Sur la même période, la couverture électrique est passée de 35% à 44% dans la subdivision de Kara, et de 29 à 39% dans la région des Plateaux, soit une progression de 10%. Ce fonds lancé dans la région centrale en mars 2024 et dans la maritime en fin de semaine dernière, a déjà touché plus de 42 000 ménages, l'équivalent de près de 300 000 personnes, d'après la ministre Mila Aziablé. Notons que le projet permet aux Togolais les moins favorisés de bénéficier du branchement électrique, contre paiement mensuel de 1000 FCFA, sur une période pouvant aller de 04 à 10 ans.

Avec Togo First

Le Togo en chiffres

Source : FMI ; World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estim[illegible] mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Principaux pays partenaires du Togo

Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020
Burkina Faso	13,3	Chine	20,3
Mali	13,0	France	8,6
Bénin	10,0	Inde	7,5
Niger	8,5	Ghana	5,6
Ghana	8,1	Japon	4,3
Inde	7,5	Nigéria	3,6
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5

Solde courant externe (en % du PIB)	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI

Indicateurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1
services)					

Profil commercial

Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE

La Commission

Communiqué de presse

9e EDITION DE LA REVUE ANNUELLE DES REFORMES, POLITIQUES, PROGRAMMES ET PROJETS COMMUNAUTAIRES DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA

La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) passe en revue avec les Gouvernements des Etats membres, du 03 mai au 13 juin 2024, les résultats de l'évaluation au titre de l'année 2023.

Cette phase politique fait suite aux travaux de celle technique organisée du 30 octobre au 10 novembre 2023 dans les différents Etats membres et qui ont permis d'examiner la mise en œuvre effective de **131 textes réglementaires** ainsi que **42 projets et programmes communautaires** pour un montant de plus de **138 milliards de FCFA.**

La revue réalisée en 2023 a permis d'obtenir des progrès importants en matière de transposition et d'application des réformes communautaires dans les États. Le taux moyen de mise en œuvre des réformes communautaires au niveau de l'Union est ressorti à 75,91% en **2023**, contre **75,34% en 2022**.

Pour rappel, la revue annuelle des réformes, politiques, programmes et projets communautaires au sein de l'UEMOA, placée sous la présidence des Premiers Ministres ou Chefs de Gouvernement, et sous la tutelle des Ministres en charge des Finances, a été instituée le 24 octobre 2013 par Acte Additionnel de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement (CCEG) de l'Union.

Ouagadougou, le 30 avril 2024

La Direction de la Communication

Contact presse : dcominfos@uemoa.int

380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO - 01 BP 543 Ouagadougou 01 Burkina Faso - Tél : (226) 25 31 88 73 à 76
Email : commission@uemoa.int - Site Internet : www.uemoa.int - facebook.com/UEMOAOfficielle - twitter.com/UEMOA_officiel - youtube.com/c/UEMOAOfficiel

Financement du commerce

Afreximbank obtient 250 millions $ de l'ITFC

Le financement Murabaha est essentiellement destiné à réduire le choc sur les prix des importations de céréales et de produits pétroliers découlant du conflit russo-ukrainien.

La Société islamique internationale de financement du commerce (ITFC) a annoncé, dans un communiqué publié le 27 avril, l'octroi d'un financement Murabaha de 250 millions de dollars à la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) pour aider cette institution financière à atténuer l'impact du confit russo-ukrainien sur le commerce en Afrique. « L'enveloppe soutiendra les opérations d'Afreximbank dans le cadre du Programme de financement du commerce destiné à l'ajustement des pays africains face à la crise ukrainienne (UKAFPA – Ukraine Crisis Trade Financing Programme for Africa). Cette initiative profitera aux opérateurs économiques des secteurs privé et public, en facilitant l'importation et l'exportation de produits stratégiques », a souligné la filiale

de la Banque islamique de développement (BID). L'accord relatif à ce financement Murabaha a été signé ente l'ITFC et Afreximbank lors des Assemblées annuelles de la BID qui se tiennent du 27 au 30 avril dans la capitale saoudienne, Riyad. Approuvé par le conseil d'administration d'Afreximbank en avril 2022, l'UKAFPA est un programme de lignes de crédit dédiées au financement et à la promotion du commerce intra et extra-africain, que l'institution financière a mis en œuvre pour gérer les impacts de la guerre en Ukraine sur les économies et les entreprises du continent. Les objectifs de ce programme de 4 milliards de dollars sont notamment le financement de l'ajustement des coûts de réorganisation des importations de céréales et de produits pétroliers, la stabilisation des recettes d'exportation des produits de base et le financement du déficit des recettes touristiques.

Avec Agence Ecofin

Umoa-Titres

Le Niger mobilise 747 millions $ pour rembourser sa dette

Le Niger a accumulé des arriérés dus aux sanctions de la CEDEAO. Il est par ailleurs, engagé dans des négociations pour la restructuration d'une partie de sa dette.

Le Niger n'avait plus fait d'incursion sur le marché financier régional depuis août 2023, au lendemain du coup d'Etat. C'est désormais chose faite depuis le vendredi 26 avril 2024. Le pays sahélien a mobilisé un total de 457 milliards fcfa (747,03 millions $). Le taux de couverture de cette émission a atteint 109%, un chiffre en dessous des performances habituellement enregistrées sur le marché mais qui conforte néanmoins le retour du Niger. Les soumissions totales pour les bons à 364 jours ont atteint 304,6 milliards fcfa, nettement supérieures à celles des obligations à plus long terme, qui ont mobilisé 122,3 milliards fcfa pour les 3 ans et 31 milliards fcfa pour les 5 ans. Cette configuration révèle les tendances du marché où les investisseurs montrent une certaine prudence, préférant des placements à court terme. Les conséquences de cette prudence se manifestent sur les rendements exigés dès l'émission. Le rendement moyen pondéré des bons à 364 jours a atteint 9,30% tandis que celui des obligations à 3 ans s'élève à 9,35% et à 8,68% pour celles à 5 ans.

Des chiffres suggèrent une compensation pour la liquidité et une perception accrue du risque à plus court terme, d'autant plus que les rendements exigés par les investisseurs au Niger demeurent nettement supérieurs à ceux observés dans d'autres pays de la région. Par exemple, au Togo, les rendements des titres à 12 mois et à 3 ans sont respectivement de 7,65% et 7,91%. Dans le même temps, lors d'une émission similaire, la Côte d'Ivoire, acteur de référence sur le marché, a enregistré des rendements de 7,54% pour les obligations à 3 ans. Même sur les titres guinéens, les rendements moyens pondérés restent en dessous des 9% pour les titres de 12 mois, malgré les difficultés financières du pays qui a dû suspendre ses remboursements avec la BOAD.

Selon les informations de l'Agence Ecofin, le gouvernement nigérien envisage d'utiliser les fonds levés pour régler les intérêts échus ainsi que le capital dû, avec un paiement prévu de la moitié des intérêts échus pour le 26 avril 2024 et le reste dans un délai de 30 jours après la restructuration du capital. Cette sortie intervient alors que, plus tôt ce mois, le Niger avait signé avec la China National Petroleum Corporation (CNPC), un mémorandum d'entente visant la commercialisation du pétrole brut nigérien. Selon les termes de l'accord, le Niger recevra une avance de 400 millions $ de la part de la CNPC, montant qui sera restitué avec un intérêt de 7% dans les douze mois suivants.

Avec Agence Ecofin

Stratégies de développement

La CEA exhorte les pays à adopter des solutions technologiques

Pour renforcer les activités de planification nationale, les décideurs politiques ont été invités à adopter des outils numériques pour favoriser une plus grande transparence, efficience et efficacité.

• Nicole Esso

L'appel à l'action a été lancé lors de la réunion sure « Tirer parti des technologies numériques pour la planification intégrée afin de faire progresser les ODD et l'Agenda 2063 en période de crises multiples », qui s'est déroulée en marge de la dixième session du Forum régional africain sur le développement durable. (ARFSD-10). M. Antonio Pedro, secrétaire exécutif adjoint de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), a souligné l'importance de la technologie pour soutenir les systèmes de planification du développement. Il a déclaré que même si de nombreux pays font un excellent travail pour identifier leurs priorités grâce à une vaste consultation des parties prenantes, le nombre de priorités identifiées est souvent si grand que leur mise en œuvre devient un défi. Pour relever ce défi, la CEA a développé l'outil intégré de planification et de reporting (IPRT), un outil en ligne conçu pour améliorer l'efficacité de la planification. L'IPRT vise à renforcer les systèmes de planification en tirant parti de la technologie,

permettant le suivi numérique des plans nationaux, provinciaux et sectoriels conformément aux budgets annuels et aux engagements internationaux tels que les ODD et l'Agenda 2063. M. Bartholomew Armah, Chef de la planification du développement à la Division macroéconomie et gouvernance de la CEA a souligné la capacité de l'outil à faciliter une planification intégrée et cohérente, en abordant la question des cadres de planification déconnectés à différents niveaux et en garantissant l'alignement avec les engagements mondiaux. « L'IPRT représente une avancée significative dans l'intégration de multiples programmes de développement dans les plans de développement nationaux, offrant une approche harmonisée en matière de rapport sur les progrès accomplis », a-t-il déclaré. Mme Annette Griessel, directrice générale adjointe de la coordination nationale de la planification au Département sud-africain de la planification, du suivi et de l'évaluation (DPME), a souligné le rôle transformateur de la technologie dans la correction des disparités de développement créées par le passé de l'apartheid de l'Afrique du Sud. Elle a noté les progrès réalisés dans la réforme du système de planification, garantissant leur alignement sur les objectifs de développement durable (ODD) et l'Agenda 2063 de l'Afrique, « qui est considéré comme la pierre angulaire de la construction d'un État développementiste capable ». L'IPRT a déjà été déployé dans plus de 30 pays et des efforts continus sont déployés pour garantir son utilisation par d'autres pays du continent. Il rend plus convivial le suivi des performances sur les indicateurs du plan national de développement. La réunion électronique a été organisée par la Division Macroéconomie et Gouvernance de la CEA et le Bureau pour l'Afrique de l'Est.

Opérateur de satellites

SES signe un accord de 3,1 milliards $ pour acquérir son rival Intelsat

La concurrence se renforce sur le marché mondial des communications par satellite avec l'émergence de projets de méga-constellations de satellites, notamment aux Etats-Unis. Certains acteurs veulent se renforcer pour être plus compétitifs.

Le fournisseur de services télécoms par satellite luxembourgeois SES a annoncé le mardi 30 avril la signature d'un accord pour acquérir son rival Intelsat. La transaction est évaluée à 3,1 milliards de dollars. Elle est soumise à des autorisations réglementaires qui devraient être reçues d'ici le deuxième semestre 2025. «La combinaison créera un opérateur multi-orbite plus fort avec une plus grande couverture, une résilience améliorée, une suite élargie de solutions, des ressources accrues pour investir de manière rentable dans l'innovation, et bénéficiera du talent collectif, de l'expertise et des antécédents des deux sociétés», a déclaré SES dans un communiqué. Cet accord intervient dans un contexte marqué par le renforcement de la concurrence sur le marché mondial des communications par satellite alors que cette solution est perçue comme une alternative pour améliorer la couverture du monde en connectivité. Alors que des projets de méga-constellations de satellites voient le jour aux Etats-Unis (Starlink de SpaceX, Kuiper d'Amazon) et en Chine (Hongyan), certains acteurs s'associent pour renforcer leur compétitivité. En septembre 2023, le français Eutelsat Communications et le britannique OneWeb ont finalisé leur fusion. En 2021, la société américaine Viasat avait acquis le britannique Inmarsat pour 7,3 milliards $. Le renforcement de la concurrence sur le marché des communications par satellite devrait bénéficier à l'Afrique qui présente une demande sans cesse croissante en connectivité à haut débit. De plus, certaines zones géographiques comme les zones rurales sont très peu couvertes par les réseaux terrestres des opérateurs de télécommunications et autres fournisseurs de services de communications électroniques. D'après les données de l'Association mondiale des opérateurs et constructeurs de téléphonie (GSMA), l'Afrique subsaharienne comptait 489 millions d'abonnés uniques à la téléphonie mobile à la fin de l'année 2022 pour un taux de pénétration de 43 %. En Afrique du Nord, le taux de pénétration des services de téléphonie mobile était de 67 %.

Avec Agence Ecofin

BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

BRVM — BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES — Afrique de l'Ouest

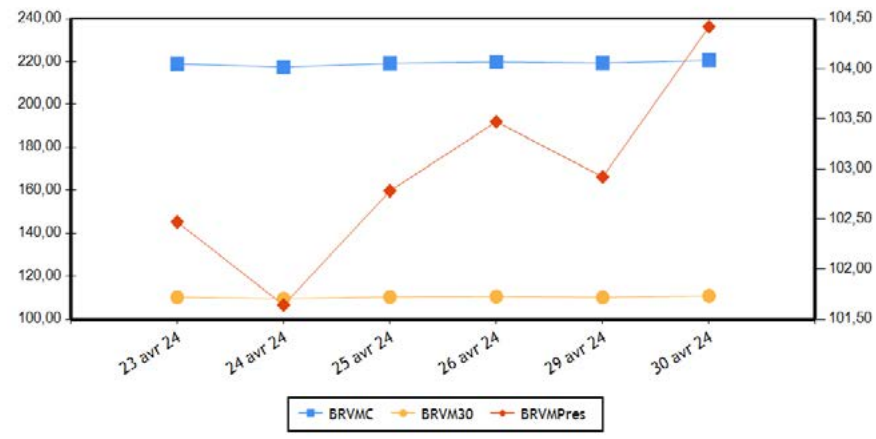
mardi 30 avril 2024 — N° 83

BRVM COMPOSITE	220,67
Variation Jour	0,64 %
Variation annuelle	3,04 %

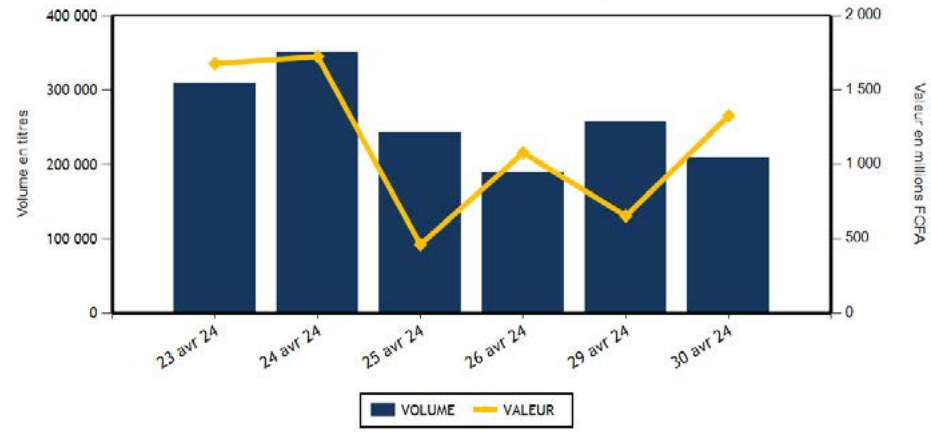
BRVM 30	110,84
Variation Jour	0,62 %
Variation annuelle	2,77 %

BRVM PRESTIGE	104,42
Variation Jour	1,46 %
Variation annuelle	2,91 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	8 209 307 507 166	0,64 %
Volume échangé (Actions & Droits)	133 841	-48,03 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	608 409 957	-6,60 %
Nombre de titres transigés	39	2,63 %
Nombre de titres en hausse	14	55,56 %
Nombre de titres en baisse	15	0,00 %
Nombre de titres inchangés	10	-28,57 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 276 723 557 920	0,01 %
Volume échangé	75 167	104 298,61 %
Valeur transigée (FCFA)	717 890 833	99 607,06 %
Nombre de titres transigés	7	250,00 %
Nombre de titres en hausse	3	
Nombre de titres en baisse	0	
Nombre de titres inchangés	4	100,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 600	7,38 %	20,30 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	18	5,88 %	-5,26 %
TOTAL CI (TTLC)	1 880	5,03 %	4,44 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	2 150	4,88 %	-18,56 %
ONATEL BF (ONTBF)	2 380	3,48 %	4,39 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNIWAX CI (UNXC)	505	-1,94 %	-5,61 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	5 690	-1,90 %	-5,17 %
SICABLE CI (CABC)	995	-1,49 %	-10,36 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	740	-1,33 %	-10,84 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	5 700	-0,87 %	6,54 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	104,42	1,46 %	2,91 %	45 712	321 783 945	6,50
BRVM-PRINCIPAL	36	105,60	0,27 %	1,58 %	88 129	286 626 012	12,27

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	104,24	0,78 %	3,18 %	7 174	14 348 005	40,07
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	549,03	0,47 %	3,30 %	35 771	286 319 470	7,91
BRVM - FINANCES	15	88,64	0,72 %	2,57 %	62 313	243 186 242	5,87
BRVM - TRANSPORT	2	410,91	2,68 %	24,16 %	4 037	6 636 280	9,13
BRVM - AGRICULTURE	5	171,14	-0,31 %	5,93 %	2 796	12 609 430	11,31
BRVM - DISTRIBUTION	7	324,32	1,72 %	-1,19 %	21 750	45 310 530	11,63
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	974,77	0,00 %	-12,22 %	0	0	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	9,72
Taux de rendement moyen du marché	8,22
Taux de rentabilité moyen du marché	10,30
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	140
Volume moyen annuel par séance	327 516,00
Valeur moyenne annuelle par séance	996 979 387,70

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	6,02
Ratio moyen de satisfaction	26,33
Ratio moyen de tendance	437,16
Ratio moyen de couverture	22,87
Taux de rotation moyen du marché	0,01
Prime de risque du marché	4,54
Nombre de SGI participantes	28

Définitions

- Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
- Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
- Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
- Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
- Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
- Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
- Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
- PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
- Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
- Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
- Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. joseph Anoma
Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
Fax : +225 20 32 66 84
E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA

Surproduction

Dans le Bordelais, on se résigne à arracher les vignes

De plus en plus de viticulteurs estiment qu'accepter les aides cofinancées par l'État et l'interprofession est «le moins mauvais calcul».

Méthodiquement, la pince mécanique déracine les vignes de Renaud Jean. Une destruction «compliquée à vivre» pour ce viticulteur, mais «le moins mauvais calcul» grâce à un plan d'arrachage subventionné pour sauver le Bordelais de la surproduction, et bientôt étendu à d'autres régions. Ceps, piquets, fils de fer, les rangées disparaissent sous les secousses de la machine, ramenant ces trois hectares de coteau à l'état de jachère. Le bois entassé sur la parcelle sera brûlé, la ferraille recyclée. À Saint-Martin-de-Sescas (Gironde), dans le Sud-Ouest de la France, la terre argilo-limoneuse est pourtant fertile, l'exposition plein sud excellente, les vignes épanouies. Mais face à la surproduction qui mine le Bordelais, premier vignoble AOC (Appellation d'origine contrôlée) de France avec 103'000 hectares, 1200 viticulteurs se sont résignés à bénéficier du dispositif d'arrachage cofinancé par l'État et l'interprofession à hauteur de 57 millions d'euros. Quelque 8000 hectares sont concernés d'ici au 31 mai, et jusqu'à 1500 hectares supplémentaires le seront l'hiver prochain. D'autres viticulteurs arrachent des vignes sans subvention, espérant conserver leur droit à plantation si le marché repart, ont constaté les entrepreneurs du secteur.

«Entre la peste et le choléra»

Arracher, «ce n'est pas un bon calcul, mais c'est le moins mauvais: j'ai dû choisir entre la peste et le choléra», raconte à l'AFP Renaud Jean, qui supprime plus de la moitié de ses 37 hectares de vignes. «Il faut arrêter de rentrer des raisins tous les ans parce qu'il n'y a pas de sortie. L'arrachage est une politique mortifère, c'est quelque chose de très compliqué à vivre, mais ça fera du bien à ceux qui restent», espère ce viticulteur et négociant âgé de 55 ans.

5000 vignerons bordelais en difficulté

Depuis plusieurs années, la baisse de la consommation de vin et les difficultés à l'export, notamment vers la Chine, ont précipité Bordeaux dans la crise. Début 2023, un tiers des 5000 vignerons bordelais se déclaraient en difficulté. «Ça fait des années qu'on travaille à rééquilibrer l'offre et la demande», dit à l'AFP Allan Sichel, président du Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux (CIVB). «Le plan d'arrachage vise à réduire le volume produit», souligne-t-il, même si l'objectif premier est sanitaire: lutter contre la flavescence dorée, une maladie qui menace les vignes laissées à l'abandon. Les pelles fonctionnent à plein régime. L'activité d'arrachage, habituelle pour replanter les parcelles, a «doublé ou triplé» depuis janvier, observe Benjamin Banton, président départemental des Entrepreneurs de territoire, organisation de prestataires de l'agriculture.

Jachère ou autre culture

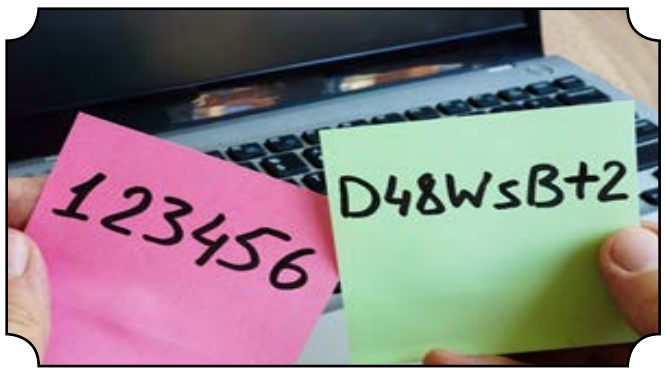
Le dispositif d'aide, approuvé en novembre par la Commission européenne, offre 6000 euros par hectare arraché, à condition de renaturer la parcelle (jachère ou forêt) pendant 20 ans ou d'adopter un autre type de culture. Cette prime «ne couvre pas la moitié de la valeur du vignoble», calcule Renaud Jean, qui avait acheté cette parcelle au prix de 13'000 euros l'hectare il y a dix ans. En outre, l'arrachage lui coûte 1500 euros par hectare, sans compter un labour pour ôter les racines. «Au final, il ne va me rester vraiment pas grand-chose», note-t-il. «Ce n'est pas un parachute doré», mais «l'opportunité de pouvoir passer à autre chose». Le vigneron va laisser en jachère les parcelles proches des habitations et reboiser celles adossées à des forêts. Enfin, une dizaine d'hectares seront consacrées à sa diversification: cultiver de la luzerne pour l'alimentation animale, avec le projet d'un séchoir photovoltaïque partagé avec d'autres agriculteurs. D'autres régions françaises pourraient aussi se mettre à arracher des vignes. Sous réserve d'un feu vert européen, un fonds gouvernemental de 150 millions d'euros sur deux ans est annoncé pour restructurer le vignoble, via des arrachages définitifs, ou bien temporaires pour replanter des cépages plus résistants au réchauffement climatique ou mieux adaptés à la demande.

(AFP)

Informatique

Le Royaume-Uni interdit les mots de passe trop faciles

Dès ce lundi, les fabricants d'appareils connectés doivent mettre en place des protections contre les cyberattaques.



Pour se souvenir de leur mot de passe sur tel ou tel appareil, nombreux sont les utilisateurs qui emploient toujours des solutions de facilité, comme «123456», «qwertz», ou encore «admin». Dès ce lundi 29 avril, cela ne devrait plus être possible au Royaume-Uni. Dans le cadre d'une nouvelle réglementation, il sera interdit aux fabricants d'appareils connectés d'avoir des mots de passe par défaut faibles et faciles à deviner et, s'il existe un mot de passe commun, l'utilisateur sera invité à le modifier au démarrage, explique le gouvernement dans un communiqué.

Une première mondiale

C'est le premier pays au monde à prendre de telles dispositions. «Les fabricants de produits tels que les téléphones, les téléviseurs et les sonnettes intelligentes sont désormais tenus de mettre en œuvre des normes de sécurité minimales contre les cybermenaces», précise le texte. Pour le gouvernement, il s'agit de faire face à une réelle menace puisque 99% des adultes britanniques possèdent au moins un appareil intelligent et que les ménages possèdent en moyenne neuf appareils connectés. Selon une enquête, une maison remplie d'appareils intelligents peut être exposée à plus de 12'000 attaques de piratage provenant du monde entier en une seule semaine, avec un total de 2684 tentatives pour deviner des mots de passe par défaut faibles sur seulement cinq appareils. «Avec 57% des foyers possédant une télévision intelligente, 53% possédant un assistant vocal et 49% possédant une montre intelligente ou un bracelet de fitness, ce nouveau régime renforce les engagements du gouvernement à s'attaquer de front à ces menaces qui pèsent sur la société et l'économie» a déclaré Sarah Lyons, directrice adjointe du NCSC (National Cyber Security Centre). En 2016, la cyberattaque Mira a compromis 300'000 produits intelligents en raison de faibles fonctionnalités de sécurité et les a utilisés pour attaquer les principales plates-formes et services internet, laissant une grande partie de la côte est des États-Unis sans internet. Depuis, des attaques similaires ont eu lieu contre des banques britanniques, notamment Lloyds et RBS, entraînant des perturbations pour les clients.

Avec lematin.ch

Chine

Une prime de près de 1300 francs pour l'achat d'un véhicule propre

Les conducteurs qui troqueront un vieux véhicule contre un modèle plus récent sont éligibles à une subvention pouvant atteindre 1300 francs, a annoncé le ministère du Commerce lors du salon automobile de Pékin.

La Chine est le plus gros marché mondial pour l'automobile, et le plus compétitif sur l'électrique, avec une centaine de marques locales innovantes lancées dans la course à la voiture propre du futur. Mais le ralentissement économique, qui pèse sur les dépenses de consommation, entraîne ces derniers mois une guerre des prix entre constructeurs au détriment de leur rentabilité. Pour stimuler la demande, les conducteurs qui échangeront contre un modèle plus récent un véhicule électrique ou hybride immatriculé avant 2018 pourront bénéficier de 10'000 yuans (environ 1260 francs) de subvention – 7000 yuans (883 francs) pour un véhicule acheté après 2018. La mesure, en vigueur jusqu'à la fin de l'année, concerne tout achat de véhicule électrique ou hybride neuf. Elle coïncide avec le salon automobile de Pékin, où les marques chinoises volent la vedette à des constructeurs étrangers qui peinent à prendre le virage de l'électrique.

Défiance

La décision intervient également au moment où les constructeurs chinois font l'objet d'une certaine défiance dans les pays occidentaux. Pressée par la France qui compte plusieurs constructeurs historiques, la Commission européenne a lancé en septembre une enquête sur les subventions d'État chinoises au secteur. Elle menace, à l'issue de la procédure, d'appliquer des surtaxes douanières pour protéger le marché européen. Les États-Unis, d'une manière générale, dénoncent des subventions qui, selon eux, entraîneraient une «surcapacité» de production et nuiraient à la concurrence au niveau mondial. Washington s'inquiète par ailleurs de risques supposés pour leur sécurité nationale avec les véhicules chinois.

(AFP)

Tesla dans la tourmente

Elon Musk éjecte deux pontes et licencie au moins 500 personnes

Le milliardaire a décidé la dissolution du service «Supercharger» et «Nouveaux Produits».

Le milliardaire Elon Musk a fermé deux services du constructeur automobile Tesla, renvoyant avec effet immédiat leurs deux responsables et annonçant le licenciement de leurs employés, soit au moins 500 personnes, publie mardi le média américain «The Information». «Nous devons être absolument intransigeants au sujet des effectifs et de la réduction des coûts», écrit le patron de Tesla, dans un courriel interne envoyé lundi et que «The Information» dit avoir consulté. Selon ce média, le milliardaire annonce le départ dès mardi matin de Rebecca Tinucci, directrice du groupe Supercharger, et de Daniel Ho, responsable des nouveaux produits après avoir participé au développement de la plupart des voitures Tesla, ainsi que la dissolution de leurs services.

La totalité ou presque

Il précise que la quasi totalité des personnes y travaillant, à quelques exceptions près, vont être renvoyées. Elon Musk annonce également la suppression de l'équipe chargée de la politique publique, qui dépendait de Rohan Patel jusqu'à son départ le 15 avril.

(AFP)

Liste des évènements à caractère économique de 2024

EVENEMENTS	PERIODE	LIEUX / CONTACTS	ORGANISATEURS
9ème édition du Salon International de la Pêche et de l'Aquaculture	08 au 11 février 2024	Oran, Algérie +213 20 30 56 54/ 213 5 55 57 80 16 Email : spia@capaalgerie.com https://www.capaalgerie.com	Gouvernement Algérien
14ème Salon méditerranéen de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	15 au 19 mai 2024	Palais des Foires Sfax (Tunisie) +216 74228770 / 28 610 000/01 www.smamedfood.com	Sfax International Fair Association
3ème édition du Forum International de l'Intermédiation, du Numérique et de l'Innovation (FONI 2024)	16 au 17 mai 2024	Hôtel 2 février Lomé/Togo +228 93 03 36 36 / +228 97 67 30 30 +228 22 20 38 41 INSCRIPTIONS@FONI.AFRICA WWW.FONI.AFRICA	Afrik Créances
9ème édition du Salon « PETROAFRICA »	25 au 28 juin 2024	El Kram expo center, Tunisie Email : besma@petroafrica.org www.petroafrica.org Tél : +216 22 310 729 / +216 54 246 752	XTRADE For Events Secteur : Pétrole, Gaz, Energie
Salon international du Transport et de la Logistique « Logistica Africa 2024 »	25 au 28 juin 2024	Centre Main Bowi de Tafawa Balewa Square à Lagos, Nigéria kayodesoguntuase@yahoo.co.uk +234 81 328 37 393	Chambre de Commerce et d'Industrie de Lagos, Nigéria
1ère édition du Forum Economique et Culturel des Africains Francophones de l'Amérique (FECAF 2024)	15 au 17 août 2024	New-York (USA) +1 (347) 908-1527/ + 1(845)288-0858 (+225) 27 22216 801	Obled Corporation 259 Wintrop St, Brooklyn NY11225 et Findeo (Côte d'Ivoire)
2ème édition du Salon des Séniors	07 au 09 novembre 2024	Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCI-BENIN) +229 97 09 64 17 / +229 60 91 78 00	L'Economiste du Bénin
		Email : leconomistbenin1@gmail.com www.leconomistebenin.com	
Africa Ceo Forum Rendez-vous annuel du secteur privé africain	16 au 17 mai 2024	Kigali Rwanda Email : register@theafricaceoforum.com partners@theafricaceoforum.com tél : +221 33 889 21 06	IFC Jeune Afrique Média Group

NB : Pour la publication de vos évènements Foire, Salon, journées porte ouverte dans la présente rubrique, veuillez contacter le 60917800/69190880

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site web : www.leconomistebenin.com

HOROSCOPE finance

Bélier Saturne en cet aspect vous forcera à être concret et organisé en matière d'argent. De son côté, Mars vous incitera à mettre votre énergie et vos capacités d'action au service de votre compte en banque. Seul petit problème possible : tout en vous permettant d'améliorer vos revenus, Mars pourra vous rendre très dépensier ; méfiez-vous des tentations !

Taureau Vous serez tiraillé entre deux tendances. D'un côté, vous voudrez vraiment faire des économies. Mais de l'autre, vous aurez envie de vider votre compte en banque pour éblouir l'élu de votre coeur. Tâchez d'être raisonnable !

Gémeaux Vous aurez deux alliés célestes sur le plan argent. D'un côté, le Soleil, astre bénéfique, va influencer votre secteur d'argent, ce qui protégera votre équilibre financier. De l'autre, la présence de Jupiter sera également bénéfique pour votre compte en banque : entre autres qualités, Jupiter est l'une des planètes les plus favorables sur le plan pécuniaire. Cela sera plus vrai encore si vous êtes du premier décan.

Cancer Si vous êtes très pressé de faire fortune, vous risquez d'être déçu ; vous risquez même d'avoir de sérieuses complications si vous utilisez des moyens pas très honorables : "Celui qui se hâte de s'enrichir ne sera pas innocent" (Livre des Proverbes). En revanche, vous serez en mesure d'effectuer des opérations profitables à long terme.

Lion Les bons aspects de Jupiter vous permettront d'effectuer d'excellentes opérations financières et faire fructifier vos ressources personnelles. Vous aurez des idées de génie concernant les placements.

Vierge Votre secteur des biens acquis en association abritera Saturne, qui n'est pas très réputé pour ses largesses financières. Cela laisse présager que votre situation financière ne sera pas reluisante et qu'il faudra encore faire attention à ne pas vous engager dans des dépenses superflues.

Balance Vous aurez intérêt à prendre toutes les décisions nécessaires concernant votre situation financière au cours de cette journée, où de nombreuses planètes vous protégeront. Vous y verrez clair, et vos choix seront particulièrement judicieux.

Scorpion Une certaine chance pécuniaire vous sera acquise. Jouez au Loto, au casino et aux courses de chevaux. Faites vos jeux. N'oubliez pas de consulter votre nombre de chance du jour.

Sagittaire Pluton en cet aspect risque de vous rendre d'humeur dépensière. Rien ne sera trop beau pour l'objet de votre flamme amoureuse, que vous aurez envie de couvrir de cadeaux. Attention à ne pas mettre vos comptes en péril.

Capricorne Uranus en cet aspect pourra vous valoir quelques perturbations dans le secteur finances. Mais malgré cela, vous pourrez commencer à compter sur la chance pour vous aider à gonfler votre compte en banque. Si vous avez des décisions financières importantes à prendre, attendez de préférence encore quelques jours.

Verseau Le Soleil en cet aspect devrait favoriser le maintien de votre équilibre budgétaire. Cependant, cette planète par nature positive pourra avoir pour effet de renforcer votre optimisme et votre confiance en vous, et du même coup de vous rendre encore plus euphorique et dépensier qu'à l'ordinaire. Certains d'entre vous pourraient même aller jusqu'à vider leur compte épargne pour s'offrir une folie coûteuse !

Poisson En principe, le secteur argent devrait être calme. Cependant, compte tenu d'un contexte astral général relativement bénéfique, la chance pourrait bien se manifester. Votre grande famille pourrait envisager une donation en votre faveur, ce qui vous permettrait, plus tôt que prévu, de devenir propriétaire d'un appartement ou d'une maison. Avant de vous lancer dans un projet qui demande réflexion, faites vos comptes sérieusement.

L'économiste du Togo
Le Journal des Décideurs
Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général
Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)
Administrateur Délégué
Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)
Directeur de Publication
TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)
Rédacteur en Chef
Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)
Rédacteurs
Hélène MARTELOT
Nicole ESSO
Junior AREDOLA
Vivien ATAKPABEM
Wilson LAWSON
Directeur Commercial
Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)
Correcteur
Michel Yao AYEVA
Graphiste
A.Koffivi. AMOUZOUKPE

BOAD

BANQUE OUEST AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Madame Ndèye Bineta Delphine NDIAYE, nommée Directrice de la Communication et des Relations Publiques de la BOAD

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a le plaisir d'annoncer la nomination de Madame Ndèye Bineta Delphine NDIAYE au poste de Directrice de la Communication et des Relations Publiques, avec prise d'effet au 1er avril 2024. Prenant fonction en remplacement de Monsieur Serge André-Philippe BOUAH, désormais Directeur du département des Relations Institutionnelles de la Banque, elle pilotera toutes les activités visant à définir les politiques et procédures de communication, de marketing et de relations publiques de la Banque.

Titulaire d'une Maitrise de Sciences de Gestion, option Marketing Quantitatif International de l'Université de Cergy-Pontoise, Ndèye Bineta Delphine NDIAYE est également spécialiste en rebranding et en projets structurants de communication d'entreprise et de conduite du changement.

Dotée d'un riche parcours professionnel de près de 25 années d'expérience dans la mise en valeur de marques et d'institutions bancaires, Delphine a travaillé pendant 5 années en France au sein de la régie publicitaire Eurosport International qu'elle a quitté pour rentrer au Sénégal où elle a créé une société spécialisée en création publicitaire en 3D. Elle a rejoint ensuite la CBAO de 2006 à 2009 en qualité de responsable communication, où elle a mené conjointement le changement de nom de la CBAO en CBAO Groupe Attijariwafa bank.

Avant d'accéder à ses nouvelles responsabilités, Delphine NDIAYE occupait depuis 14 ans le poste de Directrice de la communication du Groupe Orabank, où elle a orchestré la recherche du nom Orabank et mené entre autres, les changements de nom de Financial Bank, Bacim Bank, UIBG, BTD et BRS dans un total de 12 pays.

En réaction à sa nomination, Madame NDIAYE : *« Je me réjouis de rejoindre notre prestigieuse Institution communautaire de financement du développement dans les pays de l'UEMOA au moment où elle entame un nouveau cycle de cinquante ans. Il s'agit pour moi d'un magnifique challenge, mais aussi et surtout, d'une opportunité de prendre part, aux côtés de mes équipes, à une passionnante mission reposant sur le dévouement au bien-être des populations de l'Union ».*

Le Président Serge EKUE sur le choix porté sur Madame NDIAYE : *« au-delà du fait que j'attache un grand prix à la question du genre, je suis particulièrement satisfait de voir Madame NDIAYE rejoindre les rangs du personnel de la Banque. Sa parfaite connaissance de la communication d'entreprise et son expérience en matière de questions liées à la conduite du changement sont totalement en phase avec notre dynamique d'amélioration continue. Je lui souhaite la bienvenue à la BOAD ».*

Pour plus d'informations :
Direction de la Communication et des Relations Publiques
+ 228 22 23 25 65 boadsiege@boad.org

Sécurité des élections

La FOSELR a assuré la couverture de tous les centre de vote

La Force Sécurité Elections Législatives et Régionales (FOSELR) a assuré la couverture de tous les centre de vote en y déployant ses éléments. Dans l'ensemble, les opérations de vote, de dépouillement et de convoyage des résultats vers les sièges des CELI se sont déroulées dans l'apaisement et le calme.

FORCE SECURITE ELECTIONS
LEGISLATIVES REGIONALES
FOSELR 2024

COMMUNIQUE FOSELR 2024

Dans le cadre de sa mission de garantir la sécurité et de préserver un climat de paix et de sérénité sur l'ensemble du territoire national avant, pendant et après les élections législatives et régionales du 29 avril 2024, la "Force Sécurité Élections Législatives et Régionales" (FOSELR) a assuré la couverture de tous les centres de vote en y déployant ses éléments.

Dans l'ensemble, les opérations de vote, de dépouillement et de convoyage des résultats vers les sièges des Commissions Electorales Locales Indépendantes (CELI) se sont déroulées dans l'apaisement et le calme.

Cependant, une quinzaine d'incidents, sans graves conséquences sur le déroulement du scrutin, ont été enregistrés. Ils ont été très rapidement maîtrisés grâce à la promptitude des réactions des présidents de CELI, des éléments de la Force et de la vigilance et la patience des populations.

Au nombre de ces incidents, il a été signalé cinq (05) dans la région des savanes ; deux (02) dans la région de la Kara ; un (01) dans la région Centrale ; cinq (05) dans la région des Plateaux ; un (01) dans la région Maritime et un (01) à Lomé. Certains ont fait l'objet de plaintes déposées auprès des services de Police et les procédures sont en cours.

La FOSLER félicite l'ensemble des acteurs impliqués notamment la CENI et ses démembrements, les partis politiques, les médias et les populations pour la maturité dont ils ont fait preuve en vue de l'aboutissement de ce double scrutin dans la paix et la quiétude totale.

Elle salue la bonne coordination et toutes les interactions positives qui ont régné tout au long du processus ayant conduit à ces élections.

Par ailleurs, elle invite les différents partis politiques à sensibiliser leurs militants et sympathisants sur le comportement citoyen à adopter dans cette période d'attente des résultats.

Fait à Lomé, le 30 avril 2024

Infrastructure

Le rond-point de l'union de Tsévié change de visage

La ville de Tsévié a désormais un nouveau visage avec le dévoilement, le vendredi 26 avril, du nouveau monument au « rond-point de l'union » de la ville, sur la nationale N°1.

Le monument dévoilé est une œuvre de l'artiste plasticien Togolais, fils du Zio, Aké O'Lokan qui a obtenu le marché à l'issu d'un concours d'art initié par la commune Zio 1. Cette œuvre est réalisée à base de divers matériaux dont le béton. Elle est Le monument au rond-point de l'union de Tsévié composée à la partie supérieure par huit personnalités, représentant les huit cantons de la commune Zio1, disposées de manière concentrique autour d'un sage en grandeur nature tenant un flambeau dont la flamme illumine toute la commune. Cet ensemble repose sur une base en couleur ocre qui est l'image de la couleur du sol du terroir, avenir de toute la population. Pour le concepteur, la réalisation de ce joyau a été possible avec la collaboration de ses pairs. Il a expliqué que Tsévié étant la vitrine de la ville de Lomé, il faut une représentation artistique qui présente et reflète l'histoire et la culture des peuples de la commune Zio1. C'est aussi le symbole de l'amour et de l'harmonie entre les composantes de la population, et que ces valeurs conduisent au pardon. Le secrétaire général de la commune Zio1, Edoh Dzifa s'est félicité de la réalisation de cette œuvre artistique par un fils de la commune. Pour lui, ce monument donne un bel aspect à la commune pour ceux qui traverse la ville de Tsévié. Il a expliqué que l'œuvre a été réalisée sur fonds propre de la mairie pour un montant d'environ sept million de francs CFA.

Avec ATOP/AKM/BA

Artisanat

Des mécaniciens motos renforcent leurs compétences en maintenance

Une trentaine de mécaniciens motos, membres de la Chambre régionale de métiers de la Kara (CRM-K), ont été formés du 22 au 26 avril à Kara, sur la « réparation et la maintenance des nouvelles motos à quatre temps (deux roues et tricycles) ».

L'atelier de perfectionnement est initié par la CRM-K en collaboration avec le Centre d'études et de formation professionnelle (CEFOP-ASA), avec l'appui Bénéficiaires, formateurs et officiels financier du Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnel (FNAFPP). Il s'inscrit dans la mise en œuvre de la feuille de route 2020-2025 du gouvernement dans sa politique de redynamisation des activités du secteur artisanal. L'objectif est de renforcer les capacités de ces artisans sur les nouvelles techniques de montage et de réparation des engins à deux roues et tricycles en lien avec la révolution rapide des techniques et technologies dans le domaine artisanal. La formation a mobilisé les artisans de la mécanique à deux roues et tricycles, membres de chambres de métiers et patrons d'ateliers des sept préfectures de la région de la Kara. Pendant près d'une semaine de travaux, les participants ont été édifiés sur les meilleures procédures et techniques de montage de tricycles ; la maintenance de pont et ses garnitures ; l'importance de la maintenance du filtre à air, ainsi que sur le respect de référence des pignons des motos. Le chef d'antenne de FNAFPP Kara, Lochina Moussa Mahamadou a exprimé sa satisfaction pour le travail abattu par la CRM-Kara et son partenaire le cabinet de formation CEFOP-ASA. « Cette formation entend mettre ces artisans sur le même pied d'égalité avec l'avancement rapide de nouvelles technologies », a-t-il dit. Il les a exhortés à user de la même pédagogie lors des travaux de suivi post-formation pour s'assurer de l'atteinte des objectifs assignés. M. Lochina a invité les bénéficiaires à vulgariser dans leurs ateliers ces acquis et à les transmettre à leurs collègues membres de chambres de métiers de Kara n'ayant pas eu la chance d'y participer. Le président de la CRM-Kara, Nabo Koffi a fait savoir que le secteur artisanal offre de multiples possibilités qui permettent de s'épanouir professionnellement. Il a indiqué que l'artisanat regroupe des métiers de passion, de savoir-faire et de liberté, avant d'exprimer sa gratitude aux autorités du pays qui oeuvrent pour donner une place importante à l'artisanat. M. Nabo a reconnu que beaucoup de défis restent à relever pour pouvoir répondre aux nouvelles technologies qui évoluent à la vitesse de M. Lochina remettant une attestation à un récipiendaire croisière. Le porte-parole des bénéficiaires à la formation, Batawi Essoham, a remercié les initiateurs de ce projet qui vient rehausser leur niveau de connaissance. Il a invité ses pairs à faire un bon usage des connaissances acquises pour être davantage de meilleurs mécaniciens de la région. La cérémonie de clôture a pris fin par la remise des attestations de formation aux bénéficiaires.

Avec ATOP/SG/BA

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Produits échangés

1,0 Mds USD de produits exportés en 2020		2,2 Mds USD de produits importés en 2020	
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Energie électrique	5,1
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées	8,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002…	5,1
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) …	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Motocycles — y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars	6,8	Motocycles — y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars	3,4
Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	6,5	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux …	3,2
Coton, non cardé ni peigné	6,5	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, …	3,1
Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux…	5,4	Riz	2,7
Perruques, barbes, sourcils, cils	3,3	Véhicules automobiles pour le transport	2,5

FONI
FORUM INTERNATIONAL DE L'INTERMEDIATION, DU NUMERIQUE ET DE L'INNOVATION (FONI 2024)
3è édition
Placé sous le Haut Patronage de son Excellence Monsieur FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBE, Président de la République Togolaise
THEME
INTERMÉDIATION & FINANCEMENT DES PME/PMI POUR UNE INCLUSION FINANCIÈRE, NUMÉRIQUE ET SOCIALE EN AFRIQUE
16 au 17 MAI 2024
À L'HÔTEL 2 FÉVRIER
LOMÉ/TOGO
(228) 93 03 36 36
(228) 97 67 30 30
(228) 22 20 38 41
INSCRIPTIONS@FONI.AFRICA
WWW.FONI.AFRICA
LE PLUS GRAND HUB FINANCIER EN AFRIQUE DE L'OUEST
Organisé par
AFRIK CRÉANCES